

NATIONALRAT

Geschäftsprüfungskommission  
Sektion Politisches Departement  
und Bundeskanzlei

P R O T O K O L L

der

Sitzung vom 26. April 1971, um 08.15 Uhr, in Bern  
Parlamentsgebäude, Zimmer VI.

---

Vorsitz: Hr. Sektionspräsident Franzoni

Anwesend: HH. Nationalräte Ketterer, Masoni, Müller-Bern  
und Schib  
HH. Bundesrat Graber, Botschafter Thalmann und  
Botschafter Keller

Bei der Behandlung von Abschnitt E  
Hr. Botschafter Marcuard

Protokoll: Hr. Chevalier, Sekretär GPK

---

Tagesordnung

1. Geschäftsprüfung. Behandlung des Berichtes des Politischen Departements für 1970
  2. Inspektion des Dienstes für technische Zusammenarbeit. Schlussbesprechung mit dem Delegierten.
- 



## A. Fragen an alle Departemente

### 1. Frage I/1 Planungsinstanzen im Departement

Von der Antwort des Departementes wird Kenntnis genommen.

Hr. Masoni stellt die Frage, ob es nicht zweckmässig wäre, für die Behandlung bestimmter Fälle, die sich wiederholen können, Richtlinien aufzustellen, um zu verhindern, dass in jedem neu auftretenden Falle alles von Anfang an wieder durchdacht werden muss?

Hr. Thalman: In der Praxis zeigt sich, dass jeder Fall, auch wenn er einem andern ähnlich ist, seine Besonderheiten aufweist, so dass die Anwendung starrer Richtlinien sogar gefährlich werden könnte. Das Problem liegt eher bei der Permanenz in der Zentrale. Wo ein Mitarbeiter lange Jahre denselben Dienst betreut, ergibt sich automatisch eine konstante Praxis. Dabei ist das grösste Gewicht auf die Ausbildung der Leute zu legen. Ein ausgebildeter Diplomat muss wissen, wie er im konkreten Fall zu handeln hat.

Ob für gewisse Fälle, wie z.B. Nationalisierungen, Entführungen, bei denen immer mehr oder weniger ähnlich vorgegangen wird, ein Schema geschaffen werden könnte, werden wir noch prüfen.

### 2. Frage I/2 ZOB-Mitarbeiter

Von der Antwort wird Kenntnis genommen. Die Frage wird durch die Sektion Finanz- und Zolldepartement weiterverfolgt.

## B. Bericht des Politischen Departements

### I. Introduction

#### Intégration européenne

M. Graber, conseiller fédéral: Il est impossible de dire aujourd'hui déjà si les négociations avec la Communauté européenne se dérouleront dans le temps prévu. La commission s'était proposée de régler les affaires principales dans les négociations britannique au cours du 1er semestre de 1971 et d'aborder ensuite les questions secondaires. On espère pouvoir passer à l'accord à la fin de l'année.

Concernant les candidats à des accords particuliers, la Suisse p.ex., l'idée était de terminer les pourparlers exploratoires le 1er semestre de 1971 et de consacrer le second à l'**élaboration** d'un accord.

- 3 -

Pour ce qui est de la Suisse, les pourparlers exploratoires sont terminés. Il appartient à la commission d'établir un rapport à l'intention du comité des ministres.

Il est bien clair qu'il y a une interdépendance entre les pourparlers avec les candidats à l'adhésion et ceux avec les candidats à des accords particuliers. En ce qui nous concerne, les choses semblent se dérouler normalement; il se pourrait cependant qu'elles subissent le contrecoup de difficultés éventuelles rencontrées dans les négociations avec la Grande Bretagne.

Politique de neutralité : Je puis confirmer que, au cours des très nombreux échanges qui ont eu lieu au niveau diplomatique et ministériel, nous avons pu constater que nos partenaires, et notamment les "Six", ont effectivement montré à l'endroit de la neutralité suisse une compréhension et un intérêt qui n'étaient pas du tout aussi évidents les années précédentes. Dans la situation actuelle de l'Europe, dans la recherche d'une détente sincère, on admet de part et d'autre qu'il y a un certain intérêt de maintenir cet espèce de cordon que forment les neutres ou les non-alignés allant de Finlande à la Yougoslavie.

Il est certain aussi que dans le cadre de la négociation bruxelloise, l'élément "neutralité" rencontre une compréhension plus rapide que nos autres soucis intérieurs (maintien de la structure fédéraliste et des droits populaires).

Quant à l'attitude italienne, il n'est pas facile d'en parler en ce moment, car les choses ne se présentent pas très favorablement. Le Conseil fédéral estime qu'il faut éviter à tout prix que les négociations avec l'Italie concernant la main-d'oeuvre ne viennent encore grever les pourparlers de Bruxelles. Les Six expriment également le désir que cette affaire soit réglée d'une manière satisfaisante et le plus rapidement possible.

Nous nous trouvons dans une certaine impasse. Notre département qui n'est pas "federführend" n'intervient que dans la mesure où il constate une grave altération des relations entre l'Italie et la Suisse. Il s'efforce, par le truchement des ministères, d'améliorer le climat et d'éviter une rupture qui aurait sans aucun doute des répercussions fâcheuses à Bruxelles. Pour notre part, nous croyons au désir sincère du ministre des affaires étrangères de l'Italie de trouver le plus tôt possible la base d'une nouvelle négociation.

La coordination de l'action des deux départements chargés des

affaires de l'intégration.

La collaboration entre les 2 départements est absolument impeccable. On a créé un organe commun dont l'utilité n'est contesté par personne; c'est le bureau de l'intégration. D'autre part, il y a une certaine division naturelle du travail. Dans les négociations, le rôle du département politique consiste surtout à établir avec les capitales les relations les plus amicales, les plus compréhensives et les plus fructueuses possibles. Depuis quelques années, on y a travaillé passablement. Nos ambassadeurs ont eu à jouer un rôle très important.

Répondant à la question Masoni, si l'on ne devrait pas faire mieux connaître la Suisse à l'étranger, je précise que cette tâche incombe en premier lieu à nos représentants diplomatiques. (Notre ambassade à Rome p.ex. nous réclame à ce titre de plus grands moyens que nous n'allons pas lui contester.)

Au demeurant, nous nous préoccupons avec d'autres départements de coordonner les efforts de toutes les institutions qui sont censées refléter à l'extérieur l'image de la Suisse (Office suisse d'expansion commerciale, Pro Helvetia, Office suisse du tourisme, etc). On a créé un organisme de coordination qui se préoccupe de ces problèmes.

Quant à l'information intérieure, elle est une tâche tout aussi importante, étant donné que le peuple souverain aura à trancher plusieurs questions très importantes. Les difficultés pour l'Etat sont toujours les mêmes : S'il laisse l'opinion se former, il s'expose au reproche d'immobilisme; si au contraire, il essaie d'éveiller l'intérêt des citoyens, il s'expose au reproche d'exercer sur eux une pression inadmissible, de forger et forcer l'opinion publique.

Nous avons commencé à confronter nos idées avec celles de personnalités responsables des moyens d'information. Je crois pouvoir dire que, en particulier auprès de la télévision et de la radio, mais aussi auprès de la presse, le désir de coopérer est incontestable. Une partie importante du peuple échappe aux moyens traditionnels d'information; aussi la difficulté n'est-elle pas d'obtenir leur coopération, mais de trouver les méthodes permettant d'atteindre la grande masse du peuple.

## Hebung der Sicherheit unserer diplomatischen Vertreter im Ausland

Hr. Thalmann: Die Frage wurde in zahllosen Ländern und Gremien geprüft. Viele Anregungen sind gefallen; wenige können realisiert werden. Wir haben in verschiedenen Kanzleien bauliche Veränderungen vorgenommen und zusätzliche Installationen angebracht zum Zwecke der Erhöhung des Schutzes unseres Personals. Man darf sich jedoch keine Illusionen machen; eine absolute Sicherheit gibt es nicht. Was man einzig tun kann, ist zu versuchen, die Pläne der Terroristen, die mit grosser Präzision vorbereitet werden, durch Vermeidung jeder regelmässigen Handlungsweise zu erschweren. Botschafter Bucher wurde aber trotz all dieser Vorsichtsmassnahmen geschnappt.

### Presse et information

M. Graber, conseiller fédéral: Dans notre idée, le groupe de travail, chargé de rechercher les moyens efficaces et adéquats d'information, devrait être formé des grands commis directement intéressés du département, soit le secrétaire général, le chef de la division des organisations internationales, le délégué à la coopération technique, et en plus, le service de presse et de documentation, auxquels on ajouterait de façon institutionalisée un certain nombre de collaborateurs spécialisés dans les moyens d'information. Les discussions ont démontré le désir sincère de ces personnes de coopérer, mais en même temps leur répugnance totale d'être embrigadés dans une institution officielle et permanente. Les gens de la télévision et de la radio nous ont déclaré que nous pouvions compter sur eux, mais qu'ils ne voulaient pas être considérés comme un instrument du département. Nous avons dû nous incliner devant les raisons invoquées, de sorte, que nous collaborons avec eux de cas en cas, en fonction des problèmes à traiter. Il en est de même pour les journalistes. Notre idée était donc de créer un noyau interne permanent qui va s'adjoindre, selon les cas, tel ou tel rédacteur ou responsable du programme de la radio ou de la télévision.

## II. Abteilung für Verwaltungsangelegenheiten

### Einsatzzentrum für Krisenfälle

Hr. Thalmann: zerka war eine lehrreiche Erfahrung. Unmittelbar nach dem Bekanntwerden der Entführung besammelten sich die Spitzenbeamten des Politischen Departementes. Es zeigte sich aber, dass, sobald eine solche Krisensituation andauert, ein besonderer Apparat aufgestellt werden muss, fähig, eine längere Zeit durchzustehen. Dafür haben wir genaue Pläne ausgearbeitet. (Der Redner gibt hierüber näher Auskunft).

### III. Abteilung für politische Angelegenheiten

#### Verhandlungen mit Algerien

Hr. Thalmann: Algerien ist ein unberechenbarer und unzuverlässiger Partner. Eine Prognose zu stellen ist unmöglich. Beim Wellenkrieg handelt es sich um ein objektiv schwieriges Problem. Ein Entgegenkommen gegenüber der Schweiz müsste notwendigerweise zur Störung anderer Länder führen. Im übrigen betreffen die Verhandlungen Nationalisierungsfragen und den Abschluss eines Sozialabkommens. Neuerdings ist Herr Jaccard eingeladen worden, sich nochmals nach Algerien zu begeben. Er wird von einem Experten der PTT begleitet werden.

#### Beziehungen zu den geteilten Staaten

Hr. Bundesrat Graber erinnert vorerst daran, dass wir uns durch das Prinzip der Universalität der diplomatischen Beziehungen leiten lassen. Dieses Prinzip findet seine Grenzen dort, wo uns die politische Realität die Aufnahme von diplomatischen Beziehungen verbietet. Mit der DDR haben wir seit mehreren Jahren Kontakte. Die delikatsten Beziehungen zwischen der Bundesrepublik und der DDR verbieten uns aber jede Handlung, die als eine Stellungnahme für oder wider die eine oder andere Seite ausgelegt werden könnte.

#### Kosten der Ueberwachungskommission in Korea

Hr. Thalmann: Die Kommission ist eine Garantie gegen neue Ausschreitungen. Ihre Weiterexistenz wird von den USA und Russland gewünscht.

#### Haben unsere Verhandlungen mit Italien über die Erleichterung des grenzüberschreitenden Verkehrs Fortschritte gemacht?

Hr. Thalmann wird der Sektion hierüber einen schriftlichen Bericht einreichen.

Das Politische Departement wird sich in einem schriftlichen Bericht ebenfalls zur Frage äussern, ob am Grundsatz festgehalten werden soll, wonach der Bundespräsident sich nicht ausser Landes begibt, also auch keine Besuche von Staatsoberhäuptern erwidert.

### IV. Abteilung für internationale Organisationen

Die Herren Bundesrat Graber und Botschafter Keller geben Auskunft über die letzten Mutationen im IKRK.

V. Rechtsabteilung

Keine besonderen Bemerkungen

VI. Der Delegierte für Technische Zusammenarbeit

vgl. Nachtrag zum Protokoll lit. C

VII. Motionen und Postulate

Zustimmung zu den Anträgen des Bundesrates.

C. Inspektion des Dienstes des Delegierten für Technische Zusammenarbeit. Schlussbesprechung.

Es ergibt sich aus den Ausführungen von Herrn Botschafter Marcuard im wesentlichen was folgt:

Koordinierung mit den privaten Hilfswerken

Die Verhältnisse sind unterschiedlich: auf dem Gebiete der Maschinenindustrie arbeiten wir mit der Stiftung Schindler sehr eng zusammen. Das gleiche gilt betr. die FH mit ihrem Centre de formation. Desgleichen gibt uns Nestlé ihr Entwicklungsprogramm zur Kenntnis, was eine enge Zusammenarbeit ermöglicht. Bei andern Organisationen ist das Interesse nicht so ausgesprochen.

Mit den privaten Hilfswerken besteht eine vorzügliche Zusammenarbeit. Als Koordinationsorgan leistet die Konferenz für Technische Zusammenarbeit gute Dienste. Es ist auch ein gemeinsames Vorgehen in der Frage der Information und Dokumentation vorgesehen.

Unserer Zusammenarbeit mit den privaten Hilfswerken sind auf dem Gebiete der Finanzen gewisse Grenzen gesetzt. Tatsache ist, dass der grösste Teil der uns zur Verfügung stehenden Kredite heute engagiert ist. Wir können keine neuen Projekte mehr entgegennehmen. Das schafft gewisse Schwierigkeiten mit den Hilfswerken, aber auch mit ausländischen Regierungen. Wir hoffen, dass wir 6 Monate früher über die neuen Kredite werden verfügen können.

Zusammenarbeit mit der Handelsabteilung (Finanzhilfe)

Die Zusammenarbeit funktioniert gut und formlos. Es finden regelmässige Zusammenkünfte statt. Die Koordination ist institutionalisiert im Comité interdépartemental de développement.

### Zusammenarbeit mit den Kantonen und Gemeinden

Hier stehen wir vor einem echten Problem. Dieses Problem steht auf der Tagesordnung der nächsten Sitzung der Konferenz für Technische Zusammenarbeit. Die privaten Hilfswerke haben eine Arbeitsgemeinschaft gegründet, welche beabsichtigt, zuhanden der Gemeinden und Kantone eine Liste von geeigneten Projekten auszuarbeiten. Wie gesagt soll die Konferenz für Technische Zusammenarbeit ein Verfahren ausarbeiten, den entwicklungshilfsbereiten Gemeinden und Kantonen den Weg zeigen, wie sie in Zusammenarbeit mit den privaten Hilfswerken und unserer Dienststelle am besten zum Ziele gelangen können.

Seit Bestehen unseres Dienstes haben wir von den Kantonen und Gemeinden 10 Millionen erhalten; für die Zukunft rechnen wir mit bedeutend höheren Beträgen.

Sollten wir unsere Entwicklungshilfe nicht auf Projekte beschränken, die für die Schweiz typisch sind und für welche wir eine besondere Erfahrung mitbringen?

Die Praxis beschreitet bereits diesen Weg: Schwerpunkte unserer Entwicklungshilfe sind die landwirtschaftliche Entwicklung (Zucht und Futtermittelproduktion), wofür wir rund 60 % unserer Mittel verwenden, das Genossenschaftswesen, wofür wir noch vermehrt Private interessieren möchten, und das Bildungs- und Ausbildungswesen.

Sollten wir unsere Aktion nicht durch bessere Planung verstärken? (Erstellung von Fragebogen für alle in Frage kommenden Probleme).

Die Engländer haben dies getan, indem sie alle Vorbereitungsarbeiten für Projekte in einem Fragebogen niedergelegt haben. Diese Schrift haben wir ausgewertet.

### Personalwesen

1971 werden für Entwicklungsexperten vier Kurse von 8 - 10 Tagen durchgeführt. Zwei liegen bereits hinter uns, zwei weitere folgen im Laufe des Jahres. Ferner haben wir zuhanden der Experten ein besonderes Vademecum erstellt, in welchem wir die Anregungen Ihrer Kommission befolgt haben. Die Experten finden darin Anleitungen für alle einschlägigen Arbeiten, die sie zu erledigen haben. (Vorgesehen ist auch die Ueberarbeitung des Vademecums für die Bediensteten in Bern.) Im übrigen haben wir Anstrengungen unternommen zur Koordination der Expertentätigkeit an Ort und Stelle. Grundsätzlich werden alle zwei Jahre in jedem der drei Entwicklungsgebiete der Dritten Welt die Experten zu Tagungen zusammengerufen, wo sie sich kennenlernen und ihre Erfahrungen austauschen können. Dabei wird darauf geachtet, dass bei diesen Tagungen der Kontakt mit Vertretern unseres Amtes sowie mit Vertretern der lokalen Behörden her-



- 9 -

gestellt wird. Dieses Jahr wird eine solche Tagung in Ruanda durchgeführt (Mai 1971).

Nächstens werden wir dem Departementsvorsteher einen Antrag auf Schaffung einer Verbindungsstelle zu den Universitäten unterbreiten. Da die Schaffung des von uns ursprünglich vorgesehenen Instituts für Entwicklungshilfe viel zu lange Zeit beanspruchen würde, haben wir es vorgezogen, eine kleine Koordinationsstelle zu schaffen, welche eng mit zwei Universitäten zusammenarbeiten würde (l'Institut africain in Genf und die ETH).

#### Mutationen (Fall Knellwolf):

Hr. Frutiger ist durch eine permanente Kraft ersetzt worden, die noch zur Zeit Frutigers eingearbeitet werden konnte. Als Nachfolger für Herrn Knellwolf (der z.Zt immer noch da ist), ist Herr Notz vorgesehen. Er würde noch von Herrn Knellwolf eingearbeitet werden können.

#### Evaluation:

Wir haben die allgemeine Evaluation unserer Tätigkeiten 1961 - 69 beendet. Wir haben im Sinn, aus dem vorliegenden Bericht die wesentlichen Erfahrungen und Lehren zusammenzufassen, welche für unsere zukünftige Arbeit nützlich sein könnten.

Die von Herrn de Battista erstellten Evaluationsberichte werden den betreffenden Hilfswerken zugestellt und mit ihnen besprochen. Im allgemeinen werden unsere Empfehlungen beachtet. Andernfalls kommen wir auf die Angelegenheit zurück, sobald das Hilfswerk uns ein neues Hilfsbegehren unterbreitet. Mit der Zeit gewöhnen sich die privaten Organisationen an unsere Evaluationen.

Herr de Battista hat eine Anzahl Berichte bereits eingereicht, weitere werden folgen. Aufgrund dieser Berichte werden wir unsere Arbeitspolitik überprüfen.

#### Organisation der Dienststelle


Hr. Marcuard teilt das neue Organigramm aus.

---

Schluss der Sitzung um 11.30 Uhr

---

Der Protokollführer:

  
(Chevalier)

NATIONALRAT

Geschäftsprüfungskommission

Tel. 031/61.62.12

3003 Bern, den 29. Januar 1971

F r a g e n ,

die dem Bundesrat gemäss Kommissionsbeschluss vom  
27. Januar 1971 zur schriftlichen Beantwortung  
überwiesen werden

---

I. Frage an alle Departemente

Welche Planungsinstanzen bestehen in Ihrem Departement? Welches sind ihre wichtigsten Aufgaben? Welches war ihre Tätigkeit im Jahre 1970? Wie ist die Koordination zwischen einer Mehrzahl von Planungsinstanzen desselben Departementes sichergestellt?

II. Frage an die Bundeskanzlei

Im Expertenbericht über Verbesserungen in der Regierungstätigkeit und Verwaltungsführung des Bundesrates (vom November 1967) wird u.a. ein Ausbau und eine Intensivierung der verwaltungsinternen Kontrolle (S. 48, 174) verlangt. Wurde dieser Gedanke weiter verfolgt und, wenn ja, mit welchen Ergebnissen?

III. Fragen an das Politische Departement

1. Nach der Entführung des Swissair-Flugzeuges nach Zerqa stand die Freilassung der Passagiere und der Mannschaft im Vordergrund des öffentlichen Interesses. Was für andere Probleme (wie Versicherungsfragen, Schadenersatzforderungen) haben sich aus dieser Entführung ergeben, und wie weit hat das Politische Departement an deren Lösung mitgewirkt?
2. Welches sind die wichtigsten Erfahrungen der technischen Zusammenarbeit im ersten Entwicklungsjahrzehnt, und welche Folgerungen werden daraus für die schweizerische Entwicklungshilfe der nächsten Jahre gezogen?

EIDGENOESSISCHES POLITISCHES  
DEPARTEMENT

*fehlt Frage 2  
an alle Deps.*

I. Fragen an alle Departemente

Frage 1 Welche Planungsinstanzen bestehen in Ihrem Departement? Welches sind ihre wichtigsten Aufgaben? Welches war ihre Tätigkeit im Jahre 1970? Wie ist die Koordination zwischen einer Mehrzahl von Planungsinstanzen desselben Departementes sichergestellt?

Antwort 1. Es sollte unterschieden werden zwischen den traditionellen Diensten des EPD, d.h. den dem Generalsekretär unterstellten Stabsdiensten, der Abteilung für politische Angelegenheiten, der Rechtsabteilung, der Abteilung für internationale Organisationen und der Abteilung für Verwaltungsangelegenheiten einerseits und den Diensten des Delegierten für technische Zusammenarbeit andererseits.

a) Traditionelle Dienste

Spezielle Planungsinstanzen bestehen nicht.

Die Tätigkeit der Dienste hängt, soweit es sich um den Schutz schweizerischen Interesses handelt, weitgehend von den Ereignissen im Ausland ab. Eine Planung ist daher praktisch unmöglich.

In jenen Sektoren hingegen, in denen diese Dienste das Gesetz des Handelns selber bestimmen können, erfolgt die Planung in den einzelnen Sektionen. Deren Vorschläge werden innerhalb der Abteilung besprochen. Sofern die Anregungen den Rahmen der Abteilung sprengen oder grundsätzlicher Natur sind, werden sie, entsprechend ihrer Bedeutung,

- in den unter dem Vorsitz des Generalsekretärs stattfindenden wöchentlichen Sitzungen, an denen alle Abteilungen vertreten sind, oder
- in den unter dem Vorsitz des Departementschefs stattfindenden wöchentlichen Sitzungen der Abteilungschefs

besprochen. In diesen Gremien werden die sich aufdrängenden Beschlüsse gefasst.

b) Dienste des Delegierten für technische Zusammenarbeit

Auch beim Delegierten gibt es keine Instanz, die sich ausschliesslich mit Planung befasst. Diese erfolgt vielmehr in den einzelnen Sektionen, die ihre Vorschläge einem internen, aus den Sektionschefs zusammengesetzten Komitee unterbreiten. In diesem Gremium werden die Anregungen überprüft. Der Entscheid steht dem Delegierten zu.

Sofern der Delegierte es als angezeigt erachtet, bringt er die ihm gemachten Vorschläge in den unter dem Vorsitz des Departementschefs stattfindenden Sitzungen der Abteilungschefs zur Sprache.

2. Die kürzlich vom Departement, im Einvernehmen mit dem Bundesrat, ernannte Studiengruppe für Aussenpolitik hat zur Aufgabe, zu prüfen und zu planen, auf welche Weise die Schweiz in das Weltgeschehen eingeordnet werden kann. Dieser Studiengruppe gehören Vertreter der massgebenden politischen Parteien, der Wissenschaft, Journalisten, Persönlichkeiten, die sich mit internationalen Problemen befassen, und Chefbeamte des Departementes an. Der Politische Dokumentationsdienst des Departementes führt das Sekretariat. Zu diesem Zwecke wird dieser Dienst personell verstärkt.

EIDGENOESSISCHES POLITISCHES  
DEPARTEMENT

I. Fragen an alle Departemente

Frage 2

Nach welchen Kriterien werden in den Verwaltungsabteilungen die Organisationsmitarbeiter (Verbindungsleute zur ZOB) bestimmt? Verfügen sie in den Verwaltungsabteilungen über das nötige Gewicht, um als richtig erkannten organisatorischen Massnahmen zum Durchbruch zu verhelfen? Besitzt Ihr Departement einen Beamten, der Organisation, Koordination und Möglichkeiten der Arbeitsvereinfachungen laufend zu prüfen hat?

Antwort

Die Situation im EPD weicht von derjenigen in den anderen Departementen stark ab, denn von den an der Zentrale wirkenden Beamten bleibt nur ein kleiner Teil dauernd in Bern und unter diesem befinden sich zahlreiche Spezialisten, die als Verbindungsleute zur ZOB nicht in Betracht kommen.

Für sämtliche Organisationsprobleme - und zwar sowohl für jene, die sich an der Zentrale, bei Vertretungen im Ausland als auch für jene, die sich im Verkehr zwischen der Zentrale und den Vertretungen stellen - ist die Abteilung für Verwaltungsangelegenheiten zuständig. Im Rahmen der auf Jahresende in Aussicht genommenen personellen Umdispositionen innerhalb dieser Abteilung wird die Frage des Organisationsmitarbeiters ebenfalls überprüft werden.

März 1971

EIDGENOESSISCHES POLITISCHES  
DEPARTEMENT

III. Fragen an das Politische Departement

Frage 1

Nach der Entführung des SWISSAIR-Flugzeuges nach Zerqa stand die Freilassung der Passagiere und der Mannschaft im Vordergrund des öffentlichen Interesses. Was für andere Probleme (wie Versicherungsfragen, Schadenersatzforderungen) haben sich aus dieser Entführung ergeben, und wie weit hat das Politische Departement an deren Lösung mitgewirkt?

Antwort

Die Ereignisse von Zerqa, wie auch die Katastrophe von Würenlingen, haben das Politische Departement zu einer Verstärkung der schweizerischen Präsenz in der arabischen Welt veranlasst. Während bisher der schweizerische Botschafter in Beirut zugleich auch in Amman akkreditiert war, wurde im Dezember 1970 in der jordanischen Hauptstadt eine selbständige Botschaft eröffnet und ein Botschafter mit Residenz in Amman ernannt.

Auf multilateraler Ebene hat die Internationale Zivilluftfahrt-Organisation (ICAO), nicht zuletzt auf Anregung des Departementes, die Konferenz von Den Haag einberufen, an der am 16. Dezember 1970 50 Staaten die Uebereinkunft vom Haag über die Bekämpfung der widerrechtlichen Inbesitznahme von Luftfahrzeugen unterzeichnet haben. Es wurden unterdessen Schritte unternommen, um eine möglichst rasche Ratifizierung dieser Uebereinkunft durch die Schweiz zu veranlassen. Für September 1971 ist eine weitere internationale Konferenz, voraussichtlich in Montreal, vorgesehen, an der ein Abkommen über die Bekämpfung von unerlaubten Anschlägen gegen die internationale Zivilluftfahrt vorbereitet werden soll. Auch diese Konferenz geht auf die obenerwähnte schweizerische Anregung zurück. Schliesslich ist in diesem Zusammenhang beizufügen, dass die Schweiz im letzten Dezember das Abkommen von Tokio vom 14. September 1963 über strafbare und bestimmte andere, an Bord von Luftfahrzeugen begangene Handlungen ratifiziert hat.

Nach der Zerstörung des SWISSAIR-Flugzeuges auf dem Flugplatz von Zerqa und dem Verlust eines beträchtlichen Geldbetrages, der sich an Bord des Flugzeuges befand, stellte sich für die Geschädigten in der Tat die Frage des Schadenersatzes und der Versicherungsleistungen. Die betroffenen Firmen haben dem Politischen Departement von ihren Forderungen Kenntnis gegeben und es ersucht, "bei den weiteren politischen Demarchen auch diesem Aspekt gebührende Aufmerksamkeit schenken zu wollen". Da aber der jordanische Staat für den entstandenen Schaden nicht völkerrechtlich verantwortlich gemacht werden kann, ist das Departement nicht in der Lage, in dieser Sache etwas Konkretes zu unternehmen.

März 1971

EIDGENOESSISCHES POLITISCHES  
DEPARTEMENT

III. Fragen an das Politische Departement

Frage 2

Welches sind die wichtigsten Erfahrungen der technischen Zusammenarbeit im ersten Entwicklungsjahrzehnt und welche Folgerungen werden daraus für die schweizerische Entwicklungshilfe der nächsten Jahre gezogen?

Antwort

1. Die Zusammenarbeit von Entwicklungsländern und entwickelten Ländern zur Hebung der ersteren ist eine viel langwierigere und komplexere Aufgabe als man sich vorstellte. Die Völker werden sich damit noch wesentlich intensiver **und** auf Jahrzehnte hinaus zu befassen haben, wenn ein auch nur bescheidener sozialer Ausgleich erreicht werden soll.
2. Die multilaterale Hilfe weist gegenüber der bilateralen gewisse Vorteile auf. Sie ist deshalb im Prinzip auszubauen. Notwendig ist freilich der Wille der einzelnen internationalen Organisationen, untereinander zusammenzuarbeiten und ihre Arbeitsweise zu rationalisieren.
3. Die Zusammenarbeit der Privatwirtschaft mit den Entwicklungsländern kann für letztere sehr wertvoll sein. Sie ist deshalb zu fördern. Die öffentliche Entwicklungshilfe und jene der Hilfswerke einerseits und die Tätigkeit der Privatwirtschaft andererseits sollten sich gegenseitig ergänzen und enger koordiniert werden.
4. Entwicklungshilfe ist eine langfristige Aufgabe und darf sich deshalb nicht nach den politischen Tagesereignissen richten. Wichtigstes Kriterium für die Auswahl der Projekte ist die langfristige Bereitschaft des Partners im Entwicklungsland, mit uns zusammenzuarbeiten.



5. Es sollten nur Projekte unterstützt werden, die sich in eine solide Entwicklungspolitik (Entwicklungsplan) des betreffenden Landes eingliedern. Nur auf diese Weise kann erreicht werden, dass sich ein Projekt organisch in die Entwicklung des Landes einfügt und nach einiger Zeit keine Hilfe von aussen mehr benötigt.
6. Die Auffassung, dass Fachkenntnisse allein oder Idealismus allein für die Entwicklungsarbeit genügen, ist irrig. Verlangt werden muss neben hohen menschlichen Fähigkeiten eine spezielle Ausbildung in Entwicklungsarbeit. Mit den in der Entwicklungshilfe eingesetzten Menschen steht und fällt der Erfolg. Der Erforschung der Probleme der Entwicklungsländer und der Entwicklungshilfe, der Ausbildung der Entwicklungshelfer und der Auswertung praktischer Erfahrungen ist deshalb grosse Aufmerksamkeit zu schenken.
7. Es hat sich gezeigt, dass Projekte mit einem gewissen Umfang und einer gewissen Dauer die besten Erfolge haben. Isolierte Kleinaktionen und kurzfristige Aktionen sollten deshalb die Ausnahme sein und nur bei Vorliegen besonderer Umstände unternommen werden.
8. Die verschiedenen Massnahmen der Entwicklungshilfe - technische Zusammenarbeit, Finanzhilfe und handelspolitische Massnahmen - sind als Ganzes zu sehen und haben sich zu ergänzen. Technische Zusammenarbeit und Finanzhilfe sind oft im selben Projekt notwendig, um eine maximale Wirkung zu erreichen. Dies verlangt eine enge Zusammenarbeit zwischen jenen Stellen, die sich mit technischer Zusammenarbeit, und jenen, die sich mit Finanzhilfe befassen.
9. Bund und Hilfswerke sind aufgrund ihrer Erfahrungen im ersten Entwicklungsjahrzehnt in der Lage, ihre Tätigkeit in den nächsten Jahren wesentlich zu steigern. Inwiefern dies der Fall sein wird, ist in erster Linie eine Frage des politischen Willens, die nötigen Mittel bereitzustellen.

März 1971

CONSEIL NATIONAL

Commission de gestion

3003 Berne, le 29 janvier 1971

Tél. 031/61 62 12

Q u e s t i o n s

auxquelles le Conseil fédéral est prié de répondre  
par écrit, conformément à la décision de la commission  
du 27 janvier 1971

I. Question à tous les départements

Quels services de planification y a-t-il dans votre département? Quelles sont leurs tâches les plus importantes? Quelle a été leur activité en 1970? Comment la coordination entre plusieurs organes de planification du même département est-elle assurée?

II. Question à la Chancellerie fédérale

Dans le rapport d'experts sur les améliorations à apporter à la conduite des affaires gouvernementales et de l'administration par le Conseil fédéral (de novembre 1967), on réclame notamment une extension et une intensification du contrôle interne de l'administration. A-t-on donné suite à cette suggestion et, dans l'affirmative, quels en ont été les résultats?

III. Questions au Département politique

1. Après le détournement de l'avion de la Swissair à Zerka, la libération des passagers et de l'équipage intéressait le public au premier chef. Quels autres problèmes (tels que les questions d'assurance et la réparation des dommages) se sont-ils posés et dans quelle mesure le Département politique a-t-il contribué à leur solution?
2. Quelles sont les principales expériences faites durant la première décennie en matière de coopération technique et quelles conclusions peut-on en tirer pour l'aide que la Suisse fournira ces prochaines années aux pays en voie de développement?

DEPARTEMENT POLITIQUE FEDERALI. Questions à tous les départementsQuestion 1

Quels services de planifications y a-t-il dans votre département? Quelles sont leurs tâches les plus importantes? Quelle a été leur activité en 1970? Comment la coordination entre plusieurs organes de planification du même département est-elle assurée?

Réponse

- 1) Il convient de faire une différence entre les services traditionnels du DPF d'une part, c'est-à-dire les services directement subordonnés au Secrétaire général, la division des affaires politiques, la division des affaires juridiques, la division des organisations internationales et la division des affaires administratives et d'autre part les services du délégué à la Coopération technique.

a) Services traditionnels

Il n'existe pas d'organes de planification. L'activité de ces services dépend, en ce qui a trait à la protection des intérêts suisses, en grande partie des événements qui surviennent à l'étranger. Une planification est de ce fait pratiquement irréalisable.

En revanche, dans ceux des secteurs qui peuvent déterminer eux-mêmes leur activité, la planification a lieu au sein des sections concernées. Leurs propositions sont discutées au sein de la division. Lorsque ces propositions dépassent le cadre de la division ou touchent à des questions de principe, elles sont discutées selon leur importance,

- soit lors des séances hebdomadaires dirigées par le Secrétaire général, auxquelles toutes les divisions sont représentées,
- soit lors des séances hebdomadaires des chefs de division dirigées par le Chef du Département.

C'est lors de ces réunions que les décisions nécessaires sont prises.

b) Services du délégué à la Coopération technique

Dans les services du délégué, il n'y a également aucun organe qui s'occupe exclusivement de planification. Celle-ci se fait plutôt au sein des différentes sections, qui soumettent leurs propositions à un comité interne composé des chefs de section. Ce comité examine les suggestions. La décision est du ressort du délégué.

Pour autant qu'il le juge indiqué, le délégué discute lesdites propositions lors des réunions des chefs de division dirigées par le Chef du Département.

- 2) Le Groupe d'études de politique extérieure, récemment créé par le département politique, d'entente avec le Conseil fédéral, a pour tâche d'examiner et de prévoir de quelle manière la Suisse pourra être intégrée dans le monde de demain. A ce groupe d'études appartiennent des représentants des principaux partis politiques, des personnalités scientifiques, des journalistes, des personnalités s'occupant de problèmes internationaux et des hauts fonctionnaires du département. Le service de la documentation politique du département en assumera le secrétariat. Pour cette raison, le personnel de ce service sera renforcé.

## DEPARTEMENT POLITIQUE FEDERAL

I. Questions à tous les départementsQuestion 2

Selon quels critères les collaborateurs en matière d'organisation (agents de liaison avec la Centrale pour les questions d'organisation de l'administration fédérale) sont-ils choisis dans les divers services administratifs? Ont-ils l'autorité nécessaire pour imposer les mesures reconnues utiles à l'organisation? Votre département possède-t-il un fonctionnaire chargé d'examiner d'une manière suivie l'organisation, la coordination et les possibilités de simplifier le travail?

Réponse

La situation au sein du DPF diffère fortement de celles régnant dans les autres départements, du fait que seule une petite partie des agents travaillant à la Centrale du DPF reste en permanence à Berne et que, parmi ces derniers, se trouve un grand nombre de spécialistes n'entrant pas en ligne de compte comme agents de liaison avec la Centrale pour les questions d'organisation de l'administration fédérale.

La division des affaires administratives est compétente pour tous les problèmes d'organisation qui se posent tant à la Centrale qu'aux postes extérieurs ainsi qu'entre la Centrale et les postes extérieurs. La question d'un collaborateur spécialement chargé des questions d'organisation sera également examinée lors du remaniement prévu pour la fin de l'année dans le cadre de ladite division.

Mars 1971

## DEPARTEMENT POLITIQUE FEDERAL

III. Questions au Département politiqueQuestion 1

Après le détournement de l'avion de la Swissair à Zerqa, la libération des passagers et de l'équipage intéressait le public au premier chef. Quels autres problèmes (tels que les questions d'assurance et la réparation des dommages) se sont-ils posés et dans quelle mesure le Département politique a-t-il contribué à leur solution?

Réponse

L'affaire de Zerqa, de même d'ailleurs que la catastrophe de Würenlingen, ont amené le Département politique à renforcer la présence suisse dans le monde arabe. Alors qu'auparavant l'ambassadeur de Suisse à Beyrouth était également accrédité à Amman, une ambassade indépendante a été ouverte en décembre 1970 dans la capitale jordanienne et un ambassadeur avec résidence à Amman y a été nommé.

Sur le plan multilatéral le Département a été à l'origine d'une initiative de l'organisation internationale de l'aviation civile (ICAO) qui a abouti le 16 décembre 1970 à la signature par 50 Etats de la convention de La Haye pour la répression de la capture illicite d'aéronefs. Des mesures ont été prises en vue d'une prochaine ratification de cette convention par la Suisse. La convocation pour septembre 1971 d'une conférence internationale, vraisemblablement à Montréal sur la conclusion d'une convention sur les actes d'intervention illicite dirigés contre l'aviation civile est issue de la même initiative. Il convient de mentionner enfin dans ce contexte la ratification par la Suisse, en décembre 1970, de la convention de Tokio du 14 septembre 1963 relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord d'aéronefs.

La destruction de l'avion Swissair sur l'aérodrome de Zerqa et la perte d'une somme d'argent considérable ont posé pour les lésés le problème de la réparation des dommages et des prestations d'assurances. Les entreprises concernées ont mis le Département politique au courant de leurs réclamations et l'ont prié "d'accorder toute son attention à cet aspect de la question dans la suite de ses démarches". L'Etat jordanien ne pouvant toutefois être tenu responsable en droit international pour le dommage survenu, le Département n'est pas en mesure d'agir concrètement dans cette affaire.

Mars 1971

## DEPARTEMENT POLITIQUE FEDERAL

III. Questions au Département politiqueQuestion 2

Quelles sont les plus importantes expériences faites durant la première décennie en matière de coopération technique et quelles conclusions peut-on en tirer pour l'aide que la Suisse fournira ces prochaines années aux pays en voie de développement?

Réponse

1. La collaboration entre pays développés et pays en voie de développement en vue d'élever le niveau de vie de ces derniers s'est révélée être une tâche beaucoup plus ardue et complexe qu'on ne l'imaginait communément. Les nations auront à s'en occuper pendant plusieurs dizaines d'années encore et d'une façon beaucoup plus intensive, même s'il ne doit en résulter qu'un équilibre social relatif.
2. L'aide multilatérale présente certains avantages par rapport à l'aide bilatérale. C'est pourquoi elle devrait, en principe, être amplifiée. Cela exige évidemment des différentes organisations internationales la volonté de collaborer entre elles et de rationaliser leurs méthodes de travail.
3. La coopération de l'économie privée avec les pays en voie de développement peut être très fructueuse pour ces derniers. Il convient donc de l'encourager. L'aide publique au développement et celle des oeuvres d'entraide d'une part, l'activité de l'économie privée d'autre part, doivent se compléter mutuellement et être plus étroitement coordonnées.
4. L'aide au développement est une tâche de longue haleine qui, de ce fait, ne doit pas être soumise aux fluctuations des événements politiques du jour. Le critère le plus important pour le choix des projets est la volonté du partenaire dans le pays en voie de développement de collaborer avec nous à long terme.
5. Seuls les projets qui sont intégrés dans une solide politique de développement (plan de développement) du pays bénéficiaire devraient être soutenus. C'est uniquement de cette façon



que l'on parviendra à ce qu'un projet s'intègre de manière organique au développement du pays, et qu'après un certain temps, il n'ait plus besoin d'aide extérieure.

6. Il serait erroné de croire que des connaissances techniques ou l'idéalisme seuls suffisent pour travailler dans le domaine au développement. Il est nécessaire d'exiger, en plus de grandes qualités humaines, une formation spéciale dans le travail de développement. Le succès dépend essentiellement de la qualité des personnes engagées dans l'aide au développement. C'est pourquoi il est important de vouer une grande attention à l'étude des problèmes des pays en voie de développement et de l'aide au développement, à la formation des coopérants et à la mise en valeur des expériences pratiques.
7. On a pu constater que ce sont les projets qui ont une certaine ampleur et une certaine durée qui sont les plus efficaces. Il s'ensuit que des projets isolés de petite envergure ou des projets à court terme devraient demeurer l'exception et n'être entrepris que lorsque des circonstances particulières le justifient.
8. Les différentes formes d'aide au développement - coopération technique, aide financière et mesures de politique commerciale - doivent être considérées comme un tout et doivent se compléter. Coopération technique et aide financière sont souvent nécessaires conjointement dans un même projet pour obtenir un maximum d'effet. Ceci exige une collaboration étroite entre les organes qui s'occupent de coopération technique et ceux qui s'occupent d'aide financière.
9. Sur la base des expériences qu'elles ont faites pendant la première décennie du développement, la Confédération et les oeuvres d'entraide seraient en mesure d'intensifier considérablement leur activité pendant ces prochaines années. Dans quelle mesure cela pourra être réalisé sera déterminé au premier chef par la volonté politique de mettre les moyens nécessaires à disposition.

GESCHAEFTSPRUEFUNGSKOMMISSION  
DES NATIONALRATES

An den  
Schweizerischen Bundesrat

3003 B e r n

Bern, den 7. Juni 1971

Betrifft: Nachbarrechtliche Beziehungen mit Italien

Sehr geehrter Herr Bundespräsident,  
sehr geehrte Herren Bundesräte,

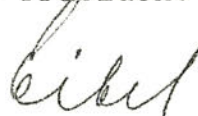
An ihrer Sitzung vom 25./26. Mai 1971 hat unsere Kommission - wie übrigens bereits vor einem Jahr - festgestellt, dass zwischen Italien und der Schweiz eine ganze Anzahl von Fragen der nachbarrechtlichen Beziehungen noch ungelöst sind. (Gleichzeitige Zollabfertigung auf der Strasse, gleichzeitige Zollabfertigung auf der Schiene, Beschleunigung und Vereinfachung der Grenzformalitäten, touristischer Grenzverkehr, Eröffnung neuer Grenzstellen, Dreiländer-Verkehr, Frage der Fremdarbeiter.) Unsere Kommission hat ferner festgestellt, dass die Verhandlungen mit unserm Nachbarstaat nicht recht vorwärts gehen wollen. Sie ist sich zwar bewusst, dass die Gründe hierfür nicht nur auf Seite der Schweiz zu suchen sind; doch fragt sie sich, ob die Lösung der hängigen Fragen schweizerischerseits nicht dadurch erschwert werde, dass hierfür verschiedene Departemente und noch mehr Abteilungen zuständig sind, und dass es deshalb an einer zielstrebigem Verhandlungsführung fehlt. Aus diesen Gründen ersucht sie den Bundesrat höflich zu prüfen, ob es nicht angezeigt wäre, die Verhandlungsführung für alle Fragen einem Departemente anzuvertrauen, das als federführend erklärt würde.

Wir wären Ihnen dankbar, wenn Sie uns Ihre Stellungnahme zu dieser Frage bekanntgeben würden, gegebenenfalls unter Bezeichnung des federführenden Departementes.

Genehmigen Sie, sehr geehrter Herr Bundespräsident, sehr geehrte Herren Bundesräte, den Ausdruck unserer vorzüglichen Hochachtung.


Geschäftsprüfungskommission  
des Nationalrates

Der Präsident:



Dr. R. Eibel

Der Sekretär:



R. Chevalier

**ZENTRALAUSKUNFTSSTELLE FÜR WOHLFAHRTSUNTERNEHMUNGEN****BUREAU DE RENSEIGNEMENTS POUR OEUVRES DE BIENFAISANCE**

Gründung der Schweizerischen Landeskonferenz für soziale Arbeit und der Schweizerischen Gemeinnützigen Gesellschaft

8039 Zürich, Brandschenkestr. 36

Postcheck 80 - 25038

Ø 051 / 36 17 43

Schutzmarke für  
gemeinnützige Inst.

27	AL								
189									
Wisa									
EPD	17.9.70	17							
Ref.	0.220.5								

Eidg. Politisches Departement  
Abteilung für Internationale  
Organisationen, Sekt. Hilfswerke

zuhanden von Herrn Alder

B e r n

Zürich, den 16. September 1970

Sehr geehrter Herr Alder,

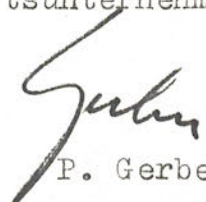
Ich komme zurück auf meinen Brief vom 8. September in Sachen Spenderschutz. Inzwischen hatte ich Gelegenheit, Ihre Notiz auch noch dem Präsidenten der ZEWO, alt Stadtpräsident Dr. E. Landolt, zu zeigen. Herr Dr. Landolt würde, falls dies noch möglich wäre, in der Einleitung gerne noch einiges ändern, und zwar wie folgt:

" In Zürich besteht seit 1934 die Zentralauskunftsstelle für Wohlfahrtsunternehmungen, abgekürzt ZEWO, die als Gründung der Schweizerischen Gemeinnützigen Gesellschaft und der Schweizerischen Landeskonferenz für soziale Arbeit den Schutz der gemeinnützigen Tätigkeit bezweckt. Der ZEWO sind rund 210 gemeinnützige Organisationen, darunter alle grösseren Hilfswerke, 230 Firmen und die für das Sammelwesen zuständigen kantonalen Behörden angeschlossen. Präsident ist zurzeit alt Stadtpräsident Dr. E. Landolt, Sekretär P. Gerber.

Alle gemeinnützigen Organisationen haben ihre statutarischen Kontrollorgane. Bei den grossen Werken sind dies meistens anerkannte Treuhandgesellschaften, während kleinere aus Ersparnisgründen eher ehrenamtliche Revisoren bevorzugen oder ihre Rechnungen direkt von der ZEWO prüfen lassen. Wenn . . . "

Wenn es Ihnen möglich wäre, diese Aenderung noch zu berücksichtigen, wäre ich Ihnen sehr verbunden.

Mit freundlichen Grüssen  
Zentralauskunftsstelle für  
Wohlfahrtsunternehmungen

  
P. Gerber

o.230. - AL/sw

10. September 1970

N o t i z

für die Geschäftsprüfungskommission des Nationalrates

Spenderschutz, d.h. Kontrolle der Verwendung der von der Oeffentlichkeit gespendeten Mittel bei humanitären Hilfsaktionen privater Organisationen

Zur Frage der Kommission, ob eine Kontrolle über die Verwendung solcher Mittel bestehe, lässt sich folgendes sagen:

In Zürich besteht seit 1934 die Zentralauskunftsstelle für Wohlfahrtsunternehmen, abgekürzt ZEWÖ, die als eine Art Dachorganisation aller schweizerischen Wohlfahrtsunternehmungen den Schutz der gemeinnützigen Tätigkeit gewährleistet. Alle grösseren charitativen Organisationen der Schweiz von namhafter Bedeutung sind ihr angeschlossen. Präsident ist zurzeit alt Stadtpräsident von Zürich Dr. E. Landolt, Sekretär Herr P. Gerber. Die ZEWÖ zählt 464 Mitglieder und verfügt über ein Fichier von mehreren Tausend Karten. Alle gemeinnützigen Organisationen haben ihre statutarischen Kontrollorgane. Bei den grossen Werken sind dies meistens anerkannte Treuhandgesellschaften, während kleinere aus Ersparnisgründen eher ehrenamtliche Revisoren bevorzugen oder ihre Rechnungen direkt von der ZEWÖ prüfen lassen. Wenn Anlass zu Zweifeln über das Gebaren einzelner Unternehmen besteht, geht die ZEWÖ solchen Fällen nach und überprüft die Verhältnisse. Eine rechtliche Handhabe zu einem Eingriff besteht allerdings nicht, es liegt aber im Interesse der betreffenden Organisation, den Schutz der ZEWÖ zu geniessen. Der Dachverband hat zwar kein absolut lückenloses Bild aller Sammlungen, er ist aber praktisch doch über alle namhaften Initiativen dieser Art orientiert.

./.

- 2 -

./.

Beigefügt übermitteln wir Ihnen ein Schreiben der ZEW0 vom 17.8.70, dem die Statuten vom 28.6.1967, das Reglement über die Schutzmarke für gemeinnützige Institutionen, vom gleichen Datum, der Tätigkeitsbericht für das Jahr 1969 sowie der Sammlungskalender von 32 Organisationen für das Jahr 1970 beigefügt sind.

Sammlungen: Die Erteilung von Sammlungsbewilligungen ist Sache der Kantone. In einzelnen Kantonen besteht eine allgemeine Bewilligungspflicht, in andern eine teilweise, und schliesslich gibt es Kantone ohne besondere Sammlungsvorschriften. Wenn diese fehlen, können Sammlungen lediglich aufgrund des Markt- und Hausiergesetzes kontrolliert werden. Einen Ueberblick über dieses Gebiet gibt die 1959 erschienene Dissertation von Fräulein Dr. Heidi Burkhard "Die Bewilligungspflicht für öffentliche Sammlungen zu wohltätigen und gemeinnützigen Zwecken".

Bei besonderen Anlässen - es sei hier nur an die Katastrophen von Biafra und Peru erinnert - werden Sammlungen von ad hoc-Organisationen veranstaltet. Je nach dem Sitz dieser Komitees unterstehen sie der Bewilligungspflicht oder nicht. Wenn eine solche Organisation, die nach ihrem Sitz nicht bewilligungspflichtig ist, ihre Aufrufe zu Spenden in einen bewilligungspflichtigen Kanton verschickt oder dort veröffentlicht, können Differenzen mit der kantonalen Gesetzgebung entstehen, denen nachträglich schwer beizukommen ist. Hier besteht offensichtlich eine mangelnde Koordination, der nur durch eine eidgenössische Regelung beizukommen wäre.

Für die Verwendung der gesammelten Mittel, den Anteil der administrativen Kosten etc. ist jede Institution selbst verantwortlich. Da eine Sammlung jedoch nur Aussicht auf Erfolg haben kann, wenn dem aufrufenden Komitee namhafte Persönlichkeiten angehören, so darf angenommen werden, dass eine zweckentfremdende Verwendung der Mittel kaum möglich ist, ohne dass

./.

- 3 -

die ZEWO zum mindesten davon Kenntnis erhalte und ihr nachgehen könnte. Es mag vorkommen, dass bei solchen Sammlungen Saldi entstehen, die nicht mehr dem ursprünglich beabsichtigten Zweck zugeführt werden können. Das darüber befindende Komitee wird für sie eine Verwendung zu finden haben, der nachträglich von den Spendern gebilligt wird. Eine generelle Regelung dieser Frage wird sich kaum finden lassen, die Frage muss von Fall zu Fall entschieden werden. Nicht zu übersehen ist auch die Kontrolle, die durch die Massenmedien ausgeübt wird, insbesondere die Presse, die Auskunft über die Verwendung der Mittel verlangt.

Aus Obigem geht hervor, dass zwar eine gesetzgeberische Lücke im Sammelwesen besteht, der Spenderschutz aber praktisch bei den bedeutenderen Institutionen doch weitgehend gesichert ist und die Verwendung der Mittel kontrolliert wird. Das Politische Departement wird die Angelegenheit weiter verfolgen.



(Langenbacher)

5 Beilagen



EIDGENÖSSISCHES POLITISCHES  
DEPARTEMENT

Bern, den 10. September 1970.

- LB/hä

Bitte dieses Zeichen in der Antwort wiederholen

Herrn Dr. René Chevalier  
Sekretär der Geschäftsprüfungs-  
kommission  
Parlamentsgebäude

3003 B e r n

Geschäftsprüfungskommission  
des Nationalrates (EPD)

Sehr geehrter Herr Dr. Chevalier,

Anlässlich der Sitzung der nationalrätlichen Geschäftsprüfungskommission anfangs April wurde die Frage der Kontrolle der Verwendung gespendeter Mittel bei humanitären Aktionen privater Organisationen aufgeworfen.

Wir haben die Frage des Spenderschutzes in Zusammenarbeit mit dem Schweizerischen Roten Kreuz und der Zentralauskunftsstelle für Wohlfahrtsunternehmen untersucht; das Ergebnis dieser Untersuchung finden Sie in der beigefügten Notiz.

Wir versichern Sie, sehr geehrter Herr Dr. Chevalier, unserer vorzüglichen Hochachtung.

EIDG. POLITISCHES DEPARTEMENT  
Internationale Organisationen

I.A.

(Langenbacher)

